

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 926^e
SÉANCE

Jeudi 14 novembre 1963,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 33 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
b) <i>Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social.</i>	297
d) <i>Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (suite).</i>	299

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (E/3781, annexe VIII; A/5503, chap. IV; A/5534 et Add.1 et 2, A/5535 et Add.1 à 5, A/C.2/221, A/C.2/L.740 et Add.1)

1. M. ALI (Pakistan) présente le projet de résolution sur l'action dans le domaine du développement industriel (A/C.2/L.740 et Add.1).

2. Bien que, depuis leur création, les Nations Unies aient considérablement élargi leur champ d'activité, le développement industriel n'a pas reçu jusqu'ici l'attention qu'il mérite. Il existe diverses institutions spécialisées pour résoudre les problèmes dans des domaines déterminés, mais il n'en existe aucune qui soit chargée d'agir dans ce secteur pourtant vital.

3. En réponse à des demandes pressantes formulées au cours des dernières années, les Nations Unies ont bien pris certaines mesures, notamment en matière de préinvestissement et d'assistance technique, mais il n'y a eu aucune initiative pour faciliter l'expansion des industries manufacturières dans les pays peu développés.

4. A la suite de la résolution 560 (XIX) du Conseil économique et social, un comité consultatif d'experts a été chargé d'examiner le programme de travail du Secrétariat dans le domaine de l'industrialisation, puis le Comité du développement industriel a été créé et l'on a finalement nommé un commissaire au développement industriel.

5. D'autre part, par sa résolution 1712 (XVI), l'Assemblée générale a créé un centre de développement industriel, examiné la question du financement du développement industriel et invité le Conseil économique et social à charger le Comité du développement industriel d'étudier plus avant l'expansion de l'action

de l'ONU dans le domaine du développement industriel, en particulier l'opportunité de créer une institution spécialisée ou tout autre organisme approprié pour le développement industriel.

6. Malgré ces mesures, les progrès réalisés ne répondent nullement à l'objectif énoncé aux Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. On peut donc se demander s'il est possible de l'atteindre sans une amélioration radicale des conditions dans le secteur industriel des économies du tiers monde.

7. Après avoir analysé rapidement les sept premiers alinéas du préambule du projet de résolution, M. Ali rappelle que le Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel, créé en vertu de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil et composé d'experts venant de pays évolués comme de pays en voie de développement, a montré les lacunes existant dans le domaine du développement industriel. Les crédits consacrés à ce genre d'activités au titre du Programme élargi d'assistance technique, du Fonds spécial et d'autres organismes se sont révélés totalement insuffisants. En outre, on a eu tendance à négliger le rôle de l'industrialisation dans le développement économique. Le Comité a donc conclu qu'il existe un grave déséquilibre, qui risque de s'accroître encore, dans les plans de développement économique des pays peu développés. Il a également fait ressortir l'absence d'une direction centrale chargée de coordonner l'action entreprise. De l'avis des auteurs, il s'agit là du point le plus important du rapport du Comité consultatif (E/3781, annexe VIII).

8. C'est pourquoi les auteurs invitent la Commission à faire sienne l'opinion du Comité consultatif d'experts sur l'insuffisance des rouages existants. Ils estiment que la solution qui s'impose est la création d'une nouvelle organisation chargée du développement industriel. Le Comité consultatif d'experts a envisagé la structure éventuelle de cette nouvelle organisation et les auteurs sont conscients de la diversité des opinions à ce sujet. Du reste, bien que la délégation pakistanaise soit en faveur d'une nouvelle institution spécialisée, elle se ralliera aux recommandations des experts.

9. En conséquence, le projet de résolution recommande au Conseil économique et social d'inviter le Comité du développement industriel à procéder à l'examen détaillé des fonctions et de la structure de l'organisation en question, compte tenues des recommandations du Comité consultatif d'experts et des opinions exprimées pendant la session en cours.

10. Ayant pris part aux travaux du Comité consultatif d'experts, M. Ali a apprécié le dynamisme du Commissaire au développement industriel, mais estime que le dispositif actuel ne lui a pas fourni les moyens nécessaires pour donner l'impulsion souhaitable. Du reste, tant qu'on n'aura pas mis sur pied une orga-

nisation répondant aux conceptions qui viennent d'être indiquées, aucun progrès sérieux ne sera possible.

11. La création d'industries nouvelles dans les pays en voie de développement est une condition *sine qua non* du progrès. Ces pays désirent équilibrer leur économie en créant des industries pour la transformation de leurs produits de base. Il s'agit d'un désir légitime et les Nations Unies se doivent de les aider.

12. Les auteurs du projet de résolution proposent également d'organiser un colloque international portant sur les problèmes de l'industrialisation des pays en voie de développement. L'opportunité de cette mesure est évidente et la délégation pakistanaise espère que la Commission adoptera le projet de résolution à l'unanimité.

13. M. CARVALHO SILOS (Brésil) analyse le projet de résolution. En dépit des efforts du Commissaire au développement industriel, le Centre de développement industriel n'a pas répondu aux espérances des pays en voie de développement. Cela provient surtout de défauts de caractère institutionnel. Aucun organe fonctionnant dans le cadre du budget ordinaire de l'ONU ne peut disposer de ressources suffisantes pour une expansion rapide. En 1962, le budget de la Division du développement industriel était de l'ordre de 344 000 dollars, alors que celui de la FAO s'élevait approximativement à 15 millions de dollars. Le budget du Centre pour 1963 est de l'ordre de 530 000 dollars, mais celui de la FAO est de 16 800 000 dollars. Il est exact que les dépenses effectives du Centre dépasseront le chiffre primitivement fixé, mais son budget pour 1964 ne sera pas augmenté, alors que celui de la FAO sera accru de 15,64 p. 100 et que ceux de plusieurs institutions spécialisées accuseront également une augmentation. Du reste, le Secrétariat a fait clairement savoir que dans la conjoncture actuelle le budget du Centre n'atteindrait jamais celui d'une institution spécialisée. En outre, le Centre dispose seulement de 34 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, alors que les institutions spécialisées en possèdent généralement de 700 à 900.

14. On fait parfois ressortir que les ressources du Centre suffisent à répondre aux demandes des gouvernements. Il importe de préciser que le Centre ne dispose pas de représentants dans les différents pays, alors que les institutions spécialisées sont en mesure d'attirer l'attention des gouvernements sur l'importance du secteur dont elles s'occupent. C'est pourquoi le Comité consultatif d'experts a insisté sur la nécessité de fournir aux gouvernements des conseils sur la priorité à accorder à l'expansion industrielle dans leurs programmes de développement. Etant donné la situation actuelle, il est inexact de dire que les ressources du Centre sont suffisantes pour répondre aux demandes; il vaudrait mieux dire que les demandes sont rares parce que les ressources sont trop faibles.

15. Les travaux des commissions économiques régionales dans le domaine du développement industriel, si féconds soient-ils, ne compensent pas le manque de direction centrale pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. Leur action est utile sur le plan régional, mais elle ne saurait remplacer celle d'un organe central.

16. Comme le rapport du Comité consultatif d'experts le fait ressortir, les institutions spécialisées n'accordent au développement industriel qu'une attention marginale. La plupart de ces institutions ont bien des

activités directement ou indirectement liées à l'industrialisation, mais il s'agit de projets entrepris pour combler une lacune manifeste et non pas comme suite à un plan concerté. Si utiles que soient les divers travaux entrepris, la somme des efforts partiels est certainement moins efficace que ne l'aurait été une attaque concertée.

17. D'après la note présentée par le BAT en application de la résolution 969 (XXXVI) du Conseil économique et social (A/5534/Add.1), 24,4 p. 100 des dépenses au titre du Programme élargi pendant la période 1963-1964 seront consacrées au développement industriel. Mais si l'on regarde les chiffres de plus près, on s'aperçoit que ce pourcentage comprend des sommes affectées à des travaux qui n'ont qu'un rapport très éloigné avec le développement industriel. En se fondant sur la classification classique des Nations Unies, il serait légèrement inférieur à 8 p. 100, et peut-être encore plus bas, sur la base de la nouvelle définition du Comité du développement industriel.

18. Le résumé de l'action du Fonds spécial dans le domaine du développement industriel (A/5534/Add.2) peut faire l'objet de remarques analogues et, si utiles soient-ils, les projets auxquels le Fonds accorde une aide ont surtout trait à la phase préparatoire du développement industriel. Le Fonds spécial n'accorde aucune assistance directe pour créer et développer des installations industrielles. Tant qu'il n'étendra pas son activité au domaine du financement des investissements, ou qu'il ne se sera pas transformé en un fonds d'équipement, la situation ne pourra s'améliorer.

19. Dans ces conditions, les auteurs du projet de résolution estiment nécessaire de demander à l'Assemblée générale de faire sienne l'opinion du Comité consultatif d'experts selon laquelle les rouages existants des Nations Unies dans le domaine du développement industriel ne sont pas satisfaisants. La décision de créer une nouvelle organisation découle nécessairement de cette opinion. Après trois ans de débats sur la question, on sait que l'organisation envisagée devra fonctionner dans le cadre des Nations Unies et devra s'attacher surtout à l'industrialisation.

20. Bien entendu, l'Assemblée générale ne pourra examiner en détail les fonctions et la structure de l'organisation à créer et devra confier cette tâche à un organe restreint et plus spécialisé, tel que le Comité du développement industriel. Il est légitime que plusieurs opinions existent sur la question; aussi conviendrait-il que les délégations expriment leurs vues pour éclairer le Comité du développement industriel.

21. Comme chacun sait, la délégation brésilienne a participé à la rédaction de la résolution 1712 (XVI) tendant à la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Elle a également soumis un mémorandum à ce sujet à la deuxième session du Comité (E/3600/Rev.1, annexe V). Le Comité consultatif d'experts a été chargé d'examiner notamment l'opportunité de créer une institution spécialisée pour le développement industriel. La délégation brésilienne n'est pas disposée à se rallier à la solution des experts exposée au paragraphe 43 du rapport du Comité (E/3781, annexe VIII), car elle souhaiterait des mesures plus radicales. Le Brésil n'est pas convaincu que la création d'une institution spécialisée prendrait trop de temps, hypothèse infirmée par la création — somme toute assez rapide — des insti-

tutions spécialisées actuelles. Il n'y aurait guère de risques de double emploi si les diverses institutions coopéraient comme il convient. Il faudra, bien entendu, que les activités de chacune d'entre elles s'inscrivent dans un cadre général conforme à la stratégie choisie. En raison de son caractère global, la coordination doit être effectuée par l'ONU au moyen d'organes existants, tels que le Centre de développement industriel. La solution du Comité consultatif d'experts serait préférable au système actuel, mais elle ne répond pas aux besoins des pays en voie de développement. Seule une véritable institution spécialisée dotée des moyens nécessaires sera en mesure d'accélérer le développement industriel dans près de 100 pays. Si les avis peuvent différer quant aux moyens, tous les pays en voie de développement sont d'accord sur les buts, et l'unanimité pourra sans doute se faire au Comité du développement industriel.

22. Après plusieurs réunions et conférences dont les activités intéressaient à divers titres la coopération internationale, le besoin se fait encore sentir d'une réunion portant principalement sur le développement industriel. Un colloque international d'experts contribuerait à préciser les questions et à mieux faire comprendre les problèmes à résoudre.

23. La création de rouages efficaces pour contribuer à l'industrialisation des pays en voie de développement est une tâche difficile qui implique certains sacrifices. Cependant, si les pays évolués et les pays du tiers monde sont disposés à prendre leur part des charges à assumer, la coopération économique internationale ne peut manquer d'avoir des résultats fructueux.

d) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5546, A/C.2/L.739/Rev.1 et Add.1 à 3, A/C.2/L.761) [suite]

24. M. DARJAATMAKA (Indonésie) souligne que les pays en voie de développement ont un besoin urgent de capitaux de développement. Ils se trouvent, en effet, prisonniers d'un cercle vicieux: leurs revenus nationaux sont faibles et pour les augmenter ils doivent accroître leur production; mais cette évolution exige qu'ils encouragent la formation d'une épargne nationale, ce qui leur est difficile du fait de l'insuffisance des revenus.

25. Certes, la mobilisation des capitaux nationaux doit être le premier souci des pays en voie de développement, mais les problèmes commerciaux auxquels ils doivent faire face rendent cette tâche de plus en plus difficile. Il leur est indispensable de recevoir de l'étranger une assistance financière, et celle dont ils bénéficient actuellement est très insuffisante, puisque, comme l'a souligné le représentant de l'Argentine, elle se trouve à peu près annulée du fait de la détérioration des termes de l'échange. C'est donc immédiatement que les pays sous-développés ont besoin de capitaux, alors qu'ils se trouvent au stade le plus délicat de leur processus de développement.

26. Lorsqu'elle a adopté diverses résolutions sur l'accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement, l'Assemblée générale espérait que ces courants atteindraient rapidement 1 p. 100 environ du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés. Cet objectif n'a jamais été atteint et le dernier

rapport du Secrétaire général (A/5546) indique que le courant des capitaux a tendance non seulement à plafonner, mais encore à se ralentir. S'il continue à en être ainsi, cette tentative de coopération internationale sans précédent qu'est la Décennie des Nations Unies pour le développement risque d'être vouée à l'échec.

27. Le courant des capitaux de développement doit être non seulement accéléré, mais aussi réparti de façon plus rationnelle. Le Secrétaire général a constaté, par exemple, que la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient était défavorisée par la répartition géographique actuelle de l'assistance financière. Il importe d'aboutir à une meilleure répartition, non seulement entre les diverses régions, mais aussi entre les divers pays à l'intérieur d'une région. Etant donné l'ampleur des besoins, les capitaux privés peuvent jouer un rôle important, au même titre que les capitaux publics. Pour sa part, le Gouvernement indonésien est disposé à accepter les capitaux privés dans la mesure où ils s'intègrent au système économique qu'il a adopté, système de coopération et d'association fondé sur la notion de partage de la production.

28. Tous les membres de la Commission sont convenus de la nécessité de faire constamment et systématiquement le point des courants de l'assistance internationale et des capitaux de développement. Quant à la nécessité de créer un organe spécial auquel cette tâche serait confiée, la délégation indonésienne partage l'opinion exprimée à la 922ème séance par les représentants du Brésil et de l'Inde. Sans nier qu'il soit nécessaire, au stade actuel, de rationaliser la structure institutionnelle de l'Organisation, il importe de souligner que le courant des capitaux de développement est un des aspects les plus importants du développement économique et qu'il n'a pas encore reçu toute l'attention qu'il mérite. Ce ne sont ni le Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies, qui est essentiellement un organe spécial, ni le Conseil économique et social, dont les responsabilités sont déjà nombreuses, qui peuvent aborder une tâche de cette nature.

29. La proposition contenue dans le projet de résolution à l'étude (A/C.2/L.739/Rev.1 et Add.1 à 3) ne préjuge en rien les décisions que prendra la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le paragraphe 1 du dispositif est formel à cet égard. Quant aux dispositions du paragraphe 2, elles revêtent une importance considérable. Il est notoire, en effet, que de graves ambiguïtés subsistent dans l'évaluation des besoins en capitaux des pays en voie de développement. L'adoption de critères uniformes est indispensable. Un comité d'experts pourrait jouer un rôle très utile en aidant le Secrétaire général à réexaminer les problèmes de concepts et méthodes que pose la mesure du courant de capitaux.

30. M. Darjaatmaka exprime l'espoir que la Deuxième Commission approuvera à l'unanimité le projet de résolution dont il est coauteur.

31. M. CUMES (Australie) approuve les objectifs généraux visés par les auteurs du projet de résolution. En effet, il importe d'accélérer le courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement et, à cette fin, de faire systématiquement le point de la situation. Certes, l'ONU et d'autres organisations internationales disposent déjà d'une vaste somme de données et de renseignements tou-

chant ce problème. Mais il est indispensable de pouvoir évaluer les ressources disponibles, de déterminer la répartition de ces ressources entre les pays en voie de développement, ainsi que la nature de l'aide extérieure et les conditions dont elle est généralement assortie.

32. En revanche, des désaccords subsistent quant aux méthodes à suivre pour atteindre ces objectifs et pour combler les lacunes qui existent encore en ce qui concerne la réunion et la présentation des données. D'une façon générale, la délégation australienne partage l'opinion du Royaume-Uni selon laquelle cette tâche devrait être confiée au Secrétariat travaillant sous la direction du Conseil économique et social. S'il s'avérait par la suite que le Conseil et ses organes subsidiaires n'ont pas la possibilité d'effectuer les études nécessaires, on pourrait alors envisager la création d'un nouveau comité. Il ne faut pas oublier toutefois que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement abordera les questions de développement et qu'on ignore quels arrangements résulteront de ses débats; il ne faut pas se hâter de créer de nouveaux organismes dans ce domaine avant de connaître les résultats de la Conférence. Il ne s'agit nullement d'une manœuvre dilatoire, car il sera certainement beaucoup plus facile aux membres de prendre une décision à cet égard lorsqu'ils connaîtront mieux le cadre général dans lequel s'exerceront à l'avenir les activités de développement. Comme l'a souligné le représentant du Royaume-Uni, il est préférable d'éviter toute mesure hâtive, à moins qu'une majorité écrasante des membres de la Commission ne se prononce en faveur de la création d'un comité permanent.

33. C'est pourquoi la délégation australienne appuiera les amendements présentés par le Royaume-Uni (A/C.2/L.764) et la Nouvelle-Zélande (A/C.2/L.766/Rev.1), et qui, le cas échéant, pourraient être fondus. En fait, certains des amendements qui ont été déposés offrent des solutions de rechange; compte tenu de cet aspect de la question, la délégation australienne appuiera les amendements du Yémen (A/C.2/L.765) s'ils demeurent pertinents.

M. Fernandini (Pérou), vice-président, prend la présidence.

34. M. TRAORE (Mali) se félicite de l'initiative qu'ont prise les auteurs du projet de résolution d'aborder des aspects essentiels du développement économique.

35. En ce qui concerne le préambule, il conviendrait, comme l'a fait remarquer le représentant du Royaume-Uni, de mettre l'accent sur l'effort des pays sous-développés pour parvenir à une croissance auto-entretenu grâce à la mobilisation de l'épargne intérieure.

36. Quant au paragraphe 1 du dispositif, il faut que le comité qui sera éventuellement créé envisage la question du courant des capitaux sous l'angle dynamique et non d'un point de vue statique. En effet, certains courants de capitaux — voire la majorité d'entre eux — n'ont aucun effet direct sur la croissance économique des pays en voie de développement. Pour que l'étude proposée soit efficace, elle ne doit pas uniquement porter sur les capitaux "statiques" — c'est-à-dire ceux dont l'incidence sur la croissance économique est à la fois indirecte et faible — les investissements dans le secteur commercial, par exemple. Il faut qu'elle concerne es-

sentiellement le rôle "dynamique" des capitaux, c'est-à-dire celui qu'ils doivent jouer pour que le processus d'expansion économique puisse être accéléré au maximum.

37. De même, en ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, il importe moins d'apprécier dans quelle mesure les courants de capitaux suffisent à répondre aux besoins de la Décennie des Nations Unies pour le développement que de déterminer dans quelle mesure ils permettent effectivement de répondre à ces besoins. M. Traoré souhaiterait que les deux dernières lignes du paragraphe soient modifiées en conséquence.

38. M. KOMIVES (Hongrie) partage l'opinion des auteurs du projet de résolution selon laquelle le courant international des capitaux peut jouer un rôle important dans la croissance économique en tant qu'appoint pour les ressources nationales. En effet, personne ne songerait à nier que la création et la mobilisation du capital national représentent l'élément essentiel du processus d'expansion économique. C'est pourquoi la délégation hongroise approuve l'amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni au premier alinéa du préambule. Il serait également opportun, dans ce contexte, de réaffirmer la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles.

39. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, la délégation hongroise convient, avec les auteurs, que le Conseil économique et social, après avoir examiné les décisions pertinentes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, devrait envisager la création d'un organe approprié, voire d'un comité permanent.

40. Pour ce qui est du paragraphe 2, le représentant du Brésil a eu raison de dire que les données relatives au courant international de capitaux devraient être plus complètes et présentées de façon plus rationnelle. Incontestablement, l'étude proposée devra être effectuée par des experts. Toutefois, en raison des incidences financières possibles, la délégation hongroise voudrait proposer aux auteurs d'étudier les possibilités, qui doivent certainement exister, de recourir à des experts dont les services n'impliqueraient pas de dépenses supplémentaires.

41. En conclusion, M. Kömives espère que le projet de résolution recevra, de la part des membres de la Commission, tout l'appui qu'il mérite.

42. M. GHAUS (Afghanistan) votera en faveur du projet de résolution, qui a essentiellement pour objet d'accélérer le courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement. Ce courant est loin d'avoir atteint l'ampleur souhaitable et les pays où le revenu par habitant est faible sont les moins favorisés à cet égard. Nombre d'entre eux, cependant, comme l'Afghanistan, ont adopté des mesures appropriées, notamment une législation libérale concernant les investissements étrangers, afin de favoriser ces investissements et d'assurer leur protection. Il importe donc de procéder à une évaluation exacte et systématique des courants d'assistance internationale si l'on veut que des politiques rationnelles et efficaces puissent être suivies dans ce domaine.

43. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, M. Ghaus convient avec le représentant des Pays-Bas que, vu la somme de données et de renseignements dont dispose déjà le Secrétariat, il devrait être inutile

de faire appel à un nouveau comité d'experts. La note du Secrétaire général sur les incidences financières du projet de résolution (A/C.2/L.761), confirme la délégation afghane dans cette opinion.

44. En ce qui concerne les amendements proposés par le Royaume-Uni, M. Ghaus craint qu'on ne tende à accorder une importance exagérée à la formation du capital national. Le problème de la formation de capital national, si important soit-il, n'a que des rapports éloignés avec le projet de résolution, qui traite essentiellement des courants internationaux de capitaux vers les pays en voie de développement. Cependant, la délégation afghane n'est formellement opposée à aucun des amendements présentés et elle espère que les auteurs mettront au point un texte sur lequel l'unanimité pourra se faire.

45. M. REID (Canada) tient à réserver la position de sa délégation en ce qui concerne le libellé de la première partie du paragraphe 1 du dispositif.

46. La délégation canadienne appuiera les amendements proposés par le représentant du Royaume-Uni en ce qui concerne le préambule et le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. Elle approuve les remarques formulées à la séance précédente par le représentant de la Nouvelle-Zélande, ainsi que les modifications proposées par ce dernier au sujet du paragraphe 1 du dispositif.

47. En ce qui concerne le paragraphe 2, M. Reid estime, comme le représentant de l'Inde, que le Secrétariat et d'autres organisations internationales, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international disposent déjà d'une somme considérable de renseignements sur les problèmes de concepts et de méthodes. Il ne devrait donc pas être indispensable de créer un nouveau comité d'experts.

48. En outre, s'il importe d'écarter les difficultés que posent certains problèmes de comparabilité, il serait dangereux d'accorder une importance exagérée aux évaluations quantitatives. Celles-ci, en effet, sont à la source de bien des malentendus et ne tiennent compte ni de la qualité ni de l'efficacité de tous les courants de capitaux. Ce problème est certainement de ceux que le Conseil économique et social devrait être appelé à examiner. S'il importe d'accélérer le courant des capitaux et de l'assistance technique, il ne faut pas perdre de vue que l'expansion souhaitée devra s'effectuer rationnellement et comportera toujours un certain élément de choix.

49. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) présente l'amendement proposé par sa délégation (A/C.2/L.766/Rev.1). Comme il l'a déjà dit à la séance précédente, sa délégation estime que la question du mécanisme nécessaire pour faire constamment le point des courants de l'assistance internationale et des capitaux de développement devrait rester ouverte dans la mesure du possible. C'est pourquoi l'amendement néo-zélandais prie le Conseil économique et social d'étudier comment il pourrait "le mieux" recueillir les renseignements nécessaires. En ce qui concerne la deuxième partie de l'amendement, la délégation néo-zélandaise croit que la façon la plus utile d'étudier la nature et le volume des courants de capitaux est de placer cette question dans le contexte du capital international dont disposent les pays en voie de développement. Elle a été heureuse d'apprendre que les auteurs du projet de résolution étaient prêts à examiner cette idée avec bienveillance.

50. M. MOGI (Japon) dit que sa délégation apprécie les efforts des auteurs du projet de résolution, dont elle appuie l'objectif général. Certaines observations lui semblent cependant nécessaires pour éviter toute interprétation arbitraire et tout malentendu au sujet de ce texte.

51. Tout d'abord, la délégation japonaise comprend que le paragraphe 1 du dispositif a pour objet de prier le Conseil d'étudier s'il est nécessaire ou souhaitable de créer un comité permanent ou quelque autre organe approprié pour s'acquitter de la tâche mentionnée dans ce paragraphe. Il ne faut donc pas exclure la question de savoir si l'on pourrait utiliser plus efficacement les organismes existants. Le mot "favorablement" semble par conséquent préjuger les délibérations du Conseil. Si ce paragraphe vise au contraire à la création en principe d'un comité permanent ou d'un autre organe dans l'immédiat, la délégation japonaise pourrait difficilement être d'accord. Il serait en effet prématuré de décider un changement institutionnel quelconque sans tenir compte des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'étude d'ensemble qui est en cours sur les organismes et les activités des Nations Unies dans le domaine du développement économique. C'est pourquoi la délégation japonaise appuie l'amendement proposé par le représentant du Yémen concernant le paragraphe 1 du dispositif.

52. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, M. Mogi rappelle que les problèmes de concepts et de méthodes ont été exposés dans les rapports présentés par le Secrétaire général en vertu non seulement de la résolution 1522 (XV), mais aussi de la résolution 1711 (XVI) de l'Assemblée générale (A/4906/Rev.1, A/5195/Rev.1, A/5546), ainsi que dans le rapport établi par le Secrétariat (A/AC.102/5) conformément à la recommandation du Comité pour la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies. La délégation japonaise reconnaît que ces problèmes doivent être étudiés constamment et systématiquement. Il faut se rappeler cependant que le Secrétaire général doit continuer à présenter son rapport annuel sur le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, conformément aux résolutions 1035 (XI), 1522 (XV) et 1711 (XVI) qu'il a déjà mentionnées. M. Mogi est convaincu que le Secrétariat, avec la pleine collaboration des autres organes compétents, serait en mesure de s'acquitter de la tâche visée au paragraphe 2 dans les limites des ressources financières disponibles.

53. Pour conclure, M. Mogi exprime l'espoir que la Commission adoptera à l'unanimité un projet de résolution donnant satisfaction à tous.

54. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser quelques faits à propos du projet de résolution en discussion, ainsi que des rapports du Secrétaire général sur le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques pour 1959-1961 (A/5195/Rev.1) et 1960-1962 (A/5546). Il rappelle tout d'abord que le courant total des capitaux et de l'assistance aux pays en voie de développement a plus que doublé pendant la décennie qui s'est terminée par la période sur laquelle porte le second rapport du Secrétaire général. D'autre part, plus de 90 p. 100 de ces capitaux et de cette assistance ont été fournis par les pays industrialisés de libre entreprise. Seuls ces pays ont en outre fait des dons ou accordé des prêts sans intérêt pour des périodes allant jusqu'à 50 ans. Enfin, les Etats-Unis ont fourni à eux seuls

près des deux tiers du total des capitaux et des donations reçus par les 35 pays en voie de développement pour lesquels on possède des renseignements.

55. M. Bingham souligne que pour beaucoup de pays en voie de développement les limites qui leur sont imposées sont dues moins à l'insuffisance des capitaux disponibles qu'à l'absence de projets et de programmes de développement viables. Un peu plus d'un quart seulement du capital de la Banque mondiale, qui se monte à plus de 20 milliards de dollars, est engagé, et la Banque interaméricaine de développement n'a pas encore engagé toutes ses ressources, faute d'avoir reçu un nombre suffisant de projets bien conçus. Il existe en outre de vastes ressources de capital privé qui pourraient être mobilisées pourvu qu'elles trouvent les occasions et le climat favorables. C'est en raison de ces faits que les Etats-Unis ont présenté, lors de la douzième session de l'Assemblée générale, les propositions qui ont abouti à la création du Fonds spécial des Nations Unies, dont les activités de préinvestissement dans les pays en voie de développement ont été un franc succès.

56. Il est certain que les sources de financement publiques ne sauraient répondre aux besoins des pays en voie de développement, et qu'elles doivent être complétées par des capitaux privés. Les investissements privés s'accompagnent en outre de connaissances techniques et de personnel de direction qui ne peuvent pas être transférés sans difficulté par les autorités publiques.

57. Comme le savent la plupart des membres, les investissements privés étrangers viennent seconder les efforts des pays en voie de développement dans presque tous les domaines, en les aidant à créer leur infrastructure sociale, à découvrir de nouvelles ressources, à établir de nouvelles usines, à construire des voies ferrées et d'autres installations. D'autre part, les investissements privés étrangers ont une influence directe sur les économies locales en ce qui concerne les revenus, la production, l'emploi et les finances publiques. En 1957, par exemple, les entreprises américaines établies en Amérique latine, en Afrique et en Asie (à l'exception du Japon) ont employé plus de 780 000 ressortissants nationaux. Les dépenses qu'elles ont engagées au titre des salaires, des achats de matériaux locaux, des services ainsi que des impôts payés aux gouvernements se sont montées à 10 milliards de dollars. C'est là certainement une contribution non négligeable au bien-être des pays intéressés.

58. Une étude des Nations Unies publiée en 1961 concernant les investissements privés étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange (E/CN.12/550) indique que presque tous les secteurs de l'économie d'Amérique latine ont bénéficié plus ou moins des investissements privés étrangers. L'importance des investissements privés pour l'exécution des plans de développement a également été soulignée par la CEPAL dans sa résolution 228 (X), adoptée lors de sa dernière session. On comprend toute l'importance de cette résolution si l'on songe que l'activité économique de l'Amérique latine est, dans la proportion de 70 p. 100, le fait d'entreprises privées qui n'appartiennent que pour 10 p. 100 seulement à des étrangers. C'est donc le secteur privé, et non les gouvernements, qui devra supporter la plus grande partie du fardeau de la croissance économique.

59. Le déclin du courant de capitaux privés vers l'Amérique latine au cours des deux dernières années

pose un problème sérieux, mais qui semble ne devoir être que passager. En revanche, il est encourageant pour les Etats-Unis de constater, dans les pays d'Afrique et d'Asie, un intérêt croissant pour les investissements privés étrangers. Il est non moins satisfaisant de voir combien rapidement beaucoup de pays ont cessé d'associer les investissements étrangers au colonialisme et ont apprécié le rôle du capital étranger dans leur développement. Il n'est naturellement pas dans la politique des Etats-Unis de dicter à d'autres nations le rôle que doivent jouer respectivement les entreprises publiques et privées, car ce sont là des questions qui sont entièrement de leur ressort. Le vieux débat qui opposait l'entreprise publique à l'entreprise privée est d'ailleurs complètement suranné dans le monde contemporain. La délégation des Etats-Unis croit que le courant de capitaux publics devrait aller de pair avec celui des capitaux privés. Il serait absurde de supposer que le premier augmentera si le second décline. Au contraire, la plus grande partie de l'aide aux pays en voie de développement viendra des économies fondées sur l'entreprise privée, et une hostilité contre les investissements privés conduirait probablement à une diminution du courant des capitaux publics.

60. En ce qui concerne le projet de résolution dont la Commission est saisie, la délégation des Etats-Unis accueille avec satisfaction l'idée d'une étude systématique du courant d'assistance internationale et de capitaux de développement, comme le suggère le paragraphe 1 du dispositif. Comme plusieurs autres délégations, elle n'est pas convaincue qu'il soit nécessaire à cet effet de créer un nouveau comité permanent. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'éviter la prolifération de nouveaux organes. Il convient donc de s'assurer, avant de créer un nouvel organe, que son existence sera vraiment un facteur positif.

61. Le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a insisté sur l'importance d'étudier ensemble le financement et le commerce en tant que facteurs de développement. La création d'un comité permanent pour étudier les questions de financement n'établirait pas cette relation. D'autre part, ce comité n'aurait pas la compétence du Conseil économique et social, dont la composition, il faut l'espérer, sera élargie. M. Bingham rappelle enfin que le Comité économique du Conseil économique et social passe en revue les problèmes de financement et de commerce ainsi que leurs aspects communs. Il serait donc peu sage de recommander dès maintenant la création d'un nouveau comité, d'autant plus que la Conférence peut avoir des répercussions importantes sur les organismes qui s'occupent du développement et du commerce.

62. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, la délégation des Etats-Unis approuve d'une manière générale l'idée de procéder à une étude du genre de celle qui est envisagée, mais elle se demande s'il est souhaitable de nommer un comité d'experts à cette fin. Il existe actuellement au Secrétariat et dans les institutions spécialisées compétentes suffisamment d'experts pour étudier ces questions.

63. Enfin, le projet de résolution comporte des incidences financières et soulève des difficultés d'organisation. Divers amendements ont été présentés qui tous semblent mériter d'être étudiés de près par les auteurs.

La séance est levée à 17 h 20.